

L'instabilité politique inquiète les entreprises



Patrick Martin, président du Medef, à l'ouverture de la Rencontre des entrepreneurs de France, au stade Roland-Garros, à Paris, le 27 août. ABDUL SABOOR/REUTERS

Isabelle Chaperon

Réunis mercredi 27 et jeudi 28 août lors des rencontres du Medef, les patrons déplorent le climat d'incertitude

La longue file d'attente serpentant devant le stade Roland-Garros, mercredi 27 août en début d'après-midi, aurait pu laisser penser qu'une star du tennis s'y produisait. Ce n'était pourtant ni Jannik Sinner ni Carlos Alcaraz qui avait les honneurs du court Philippe-Chatrier, mais Patrick Martin, le président du Medef, le principal représentant du patronat. Sans doute inspiré par les lieux, le patron des patrons a alterné la défense et l'attaque pour ouvrir la Rencontre des entrepreneurs de France, qui avait lieu jusqu'à jeudi.

Trois jours après la décision surprise du premier ministre d'engager la responsabilité de son gouvernement lors d'un vote à l'Assemblée nationale, le 8 septembre, M. Martin a soutenu François Bayrou : « *Le premier ministre a eu raison d'alerter les Français sur la gravité de la situation de notre pays* », a-t-il déclaré, tout en appelant les décideurs politiques à « *dépasser leurs rivalités partisanes. (...) Cela n'en prend pas le chemin, j'en suis consterné* ».

Certes, nombre de dirigeants d'entreprise, venus de toutes les régions de France, ne cachent pas leur exaspération vis-à-vis des élus. « *Si les hommes politiques pouvaient penser à la France plutôt qu'à leur pomme, cela ferait du bien* », lâche Stanislas Lacroix, à la tête d'Aldes, une affaire familiale lyonnaise, spécialiste de la ventilation, employant 1 800 salariés.

« *Depuis la dissolution [de l'Assemblée nationale, en juin 2024], les dirigeants d'entreprise partagent une forme de frustration sur le fait que les partis politiques ayant vocation à gouverner ne parviennent pas à s'entendre, ne serait-ce que sur quelques sujets majeurs, comme un budget de transition* », souligne Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration de l'énergéticien Engie. *La crainte que le pays soit à l'arrêt jusqu'aux prochaines élections gagne les milieux économiques.* »

Immobilisme forcé

Evidemment, les patrons redoutent que les politiques finissent par s'entendre sur leur dos pour réaliser les 40 milliards d'euros d'économies nécessaires à la réduction du déficit budgétaire. « *Jouer l'opinion contre les entreprises, charger encore notre barque au nom de je ne sais quelle justice, ce serait une folie* », a martelé le président du Medef. Pour lui, les très coûteuses aides aux entreprises – 112 milliards d'euros en 2023, selon le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan – constituent une « *compensation très partielle de la surcharge qui nous disqualifie dans la compétition mondiale* ».

En particulier, la proposition de la ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin, interviewée mercredi sur BFM-TV, de supprimer 50 niches fiscales, a ravivé les inquiétudes quant à une éventuelle remise en cause du crédit d'impôt recherche, une mesure de soutien à l'innovation très appréciée du patronat, mais dispendieuse. « *Ce serait un très mauvais signal*, prévient Pierre-Jean Leduc, président de Polyvia, principal syndicat de la plasturgie. *Le terrain de jeu de nos entreprises, c'est le monde. Si la France n'est plus attractive, nos donneurs d'ordre, français ou étrangers, investiront ailleurs, et nous allons en pâtir, sauf si nous les suivons à l'international. C'est mécanique.* » Le patron de l'équipementier normand Demgy connaît bien cette ronde implacable des affaires : il a notamment implanté une usine en Roumanie pour fournir les constructeurs automobiles ayant relocalisé leur production en Europe de l'Est.

Au-delà, ce qui agace par-dessus tout les chefs d'entreprise, c'est l'activité en berne, l'immobilisme forcé, les investissements tombés à l'eau faute de cadre stable. « *La rentrée, en 2024, s'était déjà faite sous le signe du chaos politique. On avait subi un coup de frein sur l'activité, mais la confiance était revenue début 2025. Là, c'est la grande inconnue* », insiste Véronique Bougardier, patronne d'un cabinet parisien éponyme, spécialiste du crédit hypothécaire.

Si les énergéticiens attendent toujours le décret fixant la stratégie de la France en matière de mix énergétique, les plasturgistes craignent que le texte parlementaire devant fixer les règles du jeu en matière de recyclage ne devienne une victime collatérale de la nouvelle crise politique. « *Nous sommes sur des cycles longs, nous avons besoin d'une vision à long terme. Quand le gouvernement change tous les six mois, c'est dramatique*, explique M. Lacroix, dont l'activité est affectée par les aides publiques en faveur des économies d'énergie. *Nous avions un projet d'agrandissement d'une usine de pompes à chaleur près de Vitré, en Ille-et-Vilaine. Nous l'avons suspendu en avril. Il y a trop d'incertitudes. C'est autant d'embauches que nous ne ferons pas.* »

On ne peut pas dire que la confiance était très élevée avant la rentrée chahutée du gouvernement. Selon la consultation mensuelle réalisée en août par CCI France avec OpinionWay auprès de 1 007 entrepreneurs, 12 % d'entre eux se disaient confiants pour l'économie française, soit 5 points de moins qu'en juin. Et 73 % considéraient ne pas être préparés en cas de hausse des prélèvements. Pour autant, 64 % des dirigeants affichaient leur confiance concernant l'avenir de leur entreprise dans les douze prochains mois (2 points de moins qu'en juin).

Si même les patrons français doutent du pays, comment attirer les investisseurs en France ? Car si les capitaux étrangers alimentent surtout le gouffre des finances publiques, ils irriguent également les entreprises grandes et moyennes, les jeunes pousses. « *Nous rencontrons des investisseurs internationaux de plus en plus précautionneux avant de s'engager sur des projets d'infrastructures en France* », reconnaît M. Clamadieu.

« *Est-ce que je suis inquiet ? J'en ai marre surtout* », s'agace Grégoire Audibert, cofondateur de Winter Mushroom, un éditeur de logiciels, proposant aux commerçants un affichage dynamique. La jeune entreprise orléanaise peine à signer des contrats tant que les négociations s'éternisent avec ses clients. Sur fond de crise de la distribution et du commerce, est-ce pour le coup la faute de l'instabilité politique ? « *Cette négativité ambiante contribue à l'inertie*, argue M. Audibert. *On a fini par se déployer au Brésil. Cela peut sembler paradoxal, mais pour nous, cela devient moins risqué de développer l'international que la France.* »